

**Commission départementale d'aménagement commercial
des Ardennes**

Demande d'autorisation d'extension du drive E.Leclerc
- commune de Vouziers -

AV I S 2021-02

VU le code de commerce ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

VU la loi n°2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises et notamment son chapitre III ;

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) ;

VU le décret n°2015-165 du 12 février 2015 relatif à l'aménagement commercial ;

VU le décret n°2019-331 du 17 avril 2019 relatif à la composition et au fonctionnement des CDAC et aux demandes d'autorisation d'exploitation commerciale ;

VU le décret n°2019-795 du 26 juillet 2019 relatif à la faculté de suspension de la procédure d'autorisation d'exploitation commerciale ;

VU l'arrêté préfectoral n°2020-664 du 12 septembre 2019 renouvelant la constitution de la commission départementale d'aménagement commercial des Ardennes ;

VU l'arrêté préfectoral n°2019-547 du 14 octobre 2020 portant modification de la constitution de la commission départementale d'aménagement commercial des Ardennes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2021-416 du 26 juillet 2021, portant dérogation au principe d'urbanisation limitée prévu à l'article L.142-4 du code de l'urbanisme, en vue d'une demande d'autorisation d'exploitation commerciale pour l'extension d'un point permanent de retrait par la clientèle d'achat au détail commandé par voie télématique à l'enseigne E. Leclerc sur la commune de Vouziers ;

VU l'arrêté préfectoral n°2021-517 du 09 septembre 2021, portant délégation de signature à M. Cyrille LEFEUVRE, sous-préfet de Vouziers ;

VU l'arrêté préfectoral n°2021-584 du 15 octobre 2021, fixant la composition de la commission départementale d'aménagement commercial des Ardennes pour l'examen de la demande susvisée ;

VU la demande de permis de construire présentée par la SAS VOUZIERS DISTRIBUTION (Zone Industrielle du Blanc Mont, 08400 VOUZIERS, Mme Delphine SART, courriel : directeur.voudis@scapest.fr), enregistrée à la mairie de Vouziers sous le numéro PC 008 490 21 E0011, reçue et enregistrée sous le numéro P034370821 par le secrétariat de la commission le 4 octobre 2021, portant sur la demande d'autorisation d'extension du drive E. Leclerc, sur la commune de Vouziers, ZI du Blanc Mont ;

VU le rapport d'instruction présenté par la Direction Départementale des Territoires ;

VU les déclarations d'intérêts remises par chaque membre de la commission avant la réunion ;

Après qu'en ont délibéré les membres de la commission le 18 novembre 2021 :

- **CONSIDÉRANT** que la CDAC se prononce sur les effets du projet en matière d'aménagement du territoire, de développement durable et de protection des consommateurs suivant les critères énoncés aux articles L.750-1 et L.752-6 du code de commerce ;

- **CONSIDÉRANT** que la demande présentée porte sur l'extension du drive E. Leclerc, sur la commune de Vouziers (08400) ;

- **CONSIDÉRANT** que la communauté de communes de l'Argonne ardennaise, dont la commune de Vouziers est membre, n'est couverte par aucun SCoT applicable ;

- **CONSIDÉRANT** que l'ensemble des réglementations (PLU, panneaux photovoltaïques) est respecté ;

- **CONSIDÉRANT** que le projet ne compromet pas une activité agricole et vient s'implanter dans une zone à vocation commerciale ;

- **CONSIDÉRANT** que le projet n'affecte aucun zonage environnemental (Natura 2000, ZNIEFF...);

- **CONSIDÉRANT** que le projet dispose d'une bonne insertion paysagère ;

EN CONSÉQUENCE, la Commission Départementale d'Aménagement Commercial des Ardennes émet un avis favorable, à l'unanimité à la demande de permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale relative à l'extension du drive E. Leclerc, ZI du Blanc Mont à Vouziers (08400), demande présentée par la SAS VOUZIERS DISTRIBUTION (ZI du Blanc Mont, 08400 VOUZIERS, Mme Delphine SART, courriel : directeur.voudis@scapest.fr).

Ont voté favorablement : 7

- M. Francis BOLY, représentant M. le maire de Vouziers (commune d'implantation du projet) ;
- M. Pierre LAURENT-CHAUVET, vice-président de la communauté de communes de l'Argonne ardennaise ;
- Mme Odile BERTELOODT, représentant M. le président du conseil départemental des Ardennes ;

- M. Gérard CALVI, représentant des maires au niveau départemental ;
- M. Bernard BLAIMONT, représentant M. le président du Comité Syndical du Syndicat Mixte du SCoT Nord-Ardenne, en qualité de représentant du syndicat mixte ou établissement public de coopération intercommunale chargé du schéma de cohérence territoriale par la commune d'implantation ;
- M. Jean-Pierre GLACET, représentant des personnalités qualifiées en matière de consommation et de protection des consommateurs ;
- M. Bernard LAPLACE, représentant des personnalités qualifiées en matière de consommation et de protection des consommateurs.

Ont voté défavorablement : NÉANT.

Se sont abstenus : NÉANT.

Absents excusés :

- M. Jean-Luc WARSMANN, représentant le président du conseil régional Grand Est ;
- M. Pierre DEMISSY, représentant M. le président de la chambre d'agriculture ;
- M. Philippe SUAN, représentant des personnalités qualifiées en matière de développement durable et aménagement du territoire.

Absents :

- M. Régis DEPAIX, représentant des intercommunalités au niveau départemental ;
- M. Christophe DUMONT, représentant des personnalités qualifiées en matière de développement durable et aménagement du territoire.

Charleville-Mézières, le 23 NOV. 2021

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le Sous-préfet de Vouziers,
Président de la commission départementale
d'aménagement commercial,



Voies de recours : (Article R752-30 du Code du Commerce)

La saisine de la commission nationale est un préalable obligatoire à un recours contentieux à peine d'irrecevabilité de ce dernier. Le recours éventuel contre cette décision doit être adressé, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la présente notification, à M. le Président de la commission nationale d'aménagement commercial, TELEDOC 12, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS cedex 13.

Le délai de recours contre une décision ou un avis de la commission départementale est d'un mois et court :

1° Pour le demandeur, à compter de la notification de la décision ou de l'avis ;

2° Pour le préfet et les membres de la commission départementale, à compter de la réunion de la commission ou, en cas de décision ou d'avis tacite, à compter de la date à laquelle l'autorisation est réputée accordée ;

3° Pour toute autre personne mentionnée à l'article L. 752-17, à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues aux troisième et cinquième alinéas de l'article R. 752-19.

Le respect du délai de recours est apprécié à la date d'envoi du recours.

